

## Mai 68 à Toulouse – chronologie et faits

Nous reprenons ici les événements survenus à Toulouse au printemps de mai 68. Parfois des mises en perspective d'événements ayant lieu à Paris ou ailleurs dans le monde sont proposées.

Ce document a été réalisé par Elie Brugarolas à partir d'échanges avec Alain Alcouffé, d'un mémoire réalisé par Mme Roberta Balducci à l'Université Toulouse Le Mirail, de lectures de presse et d'interviews de témoins.

Le récit de Christine Faure et d'Antoine Artous précisent et éclairent certain faits

**23 avril à Toulouse** L'UNEF, la JCR, les étudiants du PSU, les comités Vietnam de base organisent une manifestation le 23 avril à Toulouse. Une centaine d'étudiants se réunissent place du Salin derrière le portrait de Rudy Dutschke et de Che Guevarra, des banderoles du FLN Vietnamien, d'autres banderoles stigmatisant la presse notamment le groupe Springer « trust springer ». Le cortège se dirige vers le Capitole puis la Faculté des Lettres par la rue des Lois. Les policiers suivaient le cortège et les étudiants se sont arrêtés à l'entrée de la Faculté sur la demande du Doyen. Le Doyen de la Faculté Godechot[1] témoigne de ce moment il se souvient du tumulte des étudiants. Les étudiants se réunissent dans l'amphi Marsan en présence d'un étudiant allemand qui vient présenter ce qui s'est passé en Allemagne. Il montre le lien entre les événements allemands, la mort de Rudy et la guerre du Vietnam. Les étudiants décident de se réunir en Assemblée Générale le 25 avril en fin d'après midi.

Un tract revient sur l'événement du 23 avril en mettant en avant une victoire sur l'administration et le FEN (Fédération des étudiants nationalistes) une association de droite qui regroupait des étudiants en droit ; le tract met en exergue l'occupation d'un amphi comme un acte politique. Le jeudi 25 avril l'appel à l'assemblée est large : les étudiants et les enseignants de droit et lettres sont invités.

Les étudiants de la FEN alertent le Doyen Marty de la Faculté de Droit sur leur opposition à cette assemblée, ils lui demandent d'interdire cette réunion sans quoi ils s'y opposeront de force.



devant le Rectorat mai 68 Alain Alcouffé devant le Rectorat de Toulouse

**25 avril Toulouse** Le matin du 25 avril le Doyen Marty de la faculté de Droit demande au Doyen Godechot de la faculté de Lettres d'interdire cette assemblée sous prétexte de risques d'affrontement entre étudiants, Godechot se montrait réticent il ne souhaitait pas revenir sur son autorisation accordée. Quelques minutes après cet échange entre doyens, le Recteur Richard téléphonait pour interdire cette réunion en précisant que s'il ne fermait pas, le Doyen Godechot serait responsable de tous désordres et dégâts.

A midi le Doyen s'exécute et affiche l'interdiction de la réunion.

A 17h quatre cent étudiants occupent l'amphi Marsan dont la contenance normale est de deux cent. Daniel Bensaid (ex étudiant UEC puis JCR toulousain venu de l'université de Nanterre) prend la parole et revient sur les événements à Paris et sur le mouvement du 22 mars. Les manifestations de Rome et Berlin sont évoquées.

A 17h30 le Doyen Godechot intervient pour faire cesser l'assemblée. Les étudiants refusent de bouger et se barricadent dans l'amphi. De l'extérieur les étudiants d'extrême droite décident de lancer des pétards et des pierres par les fenêtres dans l'amphi. Au même moment les CRS casqués et armés s'apprêtent à intervenir et attendent la sollicitation du Doyen ou du Recteur. Le Doyen et le Recteur se rejoignent il tentent une dernière fois de dissuader en vain les étudiants occupants de l'amphi. Face à la situation le Recteur appelle le Ministre de l'Education Alain Peyrefitte qui lui dit de faire intervenir la police.

A 18h30 les services d'ordre interviennent les étudiants se retirent sans violences. Les étudiants de Droit (de droite) qui encerclaient la faculté se retirent aussi des abords de la faculté. C'est lors de la dispersion des étudiants qui occupaient l'amphi que se produit un événement qui va déclencher le mouvement et le durcir. En effet un groupe est pris à partie par des étudiants de droite qui les agressent avec barres de fer, planches, et matraques improvisées. Dans les bagarres qui s'ensuivirent 4 étudiants furent blessés l'un d'eux se retrouvant à l'hôpital.

La police intervient pour interrompre ces bagarres les étudiants se disséminent dans les rues voisines. En fin de journée les étudiants de gauche se retrouvent place du capitole et forment un cortège qui se rend place Jeanne-d'Arc. Ce soir là toute réunion à la faculté de Lettre devient interdite. L'interdiction durera jusqu'au 1er juin. Le soir un groupe d'étudiants se réunit dont Alain Alcouffe et Tony Alvarez, pour discuter et analyser les événements de la journée. La réunion se conclut par la naissance du Mouvement du 25 avril. "Le Mouvement du 25 avril" pendant toulousain du Mouvement du 22 Mars de Nanterre. »[2]. Le mouvement créé de manière informelle ce soir là sera plus officiellement défini ensuite.



1 - Tony Artous

**26 avril Toulouse:** Un tract des étudiants de la FET (extrême droite) dénonce le terrorisme des étudiants de gauche. Les étudiants de la FET se réunissent dans les jardins de la faculté et dénoncent les méthodes de l'UNEF. « Toulouse ne sera pas Nanterre » titre le tract qu'ils distribuent, ils concluent par « Il faut donc les faire taire, il faut leur imposer le silence tout de suite... Nous attendons des collectivités administratives responsables, une plus grande fermeté, et non la faiblesse dont elles ont fait preuve jusqu'ici. Ou faudra-t-il que les étudiants rétablissent eux-mêmes l'ordre ? »[3].

Toulouse Les jours suivant sont plus calmes, les étudiants leaders du mouvement du 25 avril se réunissent pour discuter, ils seront présents à la manifestation du 1er mai.

Toulouse Le Mouvement du 25 avril organise une assemblée libre à la salle Sénéchal. Un tract est préparé pour l'occasion[4]. Ce tract fait le point sur la situation du mouvement

Entre le 1er mai et le 5 mai Claude David fondateur avec Joel Trottard[5] et Daniel Borderies du CAL (Comité d'Action Lycéen) du Lycée Pierre de Fermat, est accusé d'avoir tracé sur les murs du lycée des inscriptions injurieuses. L'administration du lycée porte plainte. Claude David est accusé de cet acte, il est aussi accusé d'avoir distribué des tracts. On demande 2500 francs de réparation pour les dommages et Claude David est exclu de l'établissement en attendant de passer en conseil de discipline.

**6 mai Toulouse** Les étudiants du Mouvement du 25 avril se mobilisent sur les événements qui se sont déroulés à Paris, ils distribuent un tract « L'enjeu de notre lutte » qui reprend l'historique du mouvement et le place dans la perspective des événements parisiens. Ce tract appelle aussi à une manifestation le lendemain 7 mai à 17h à la fac de lettres[6]. L'objectif précisé dans ce tract porte sur la suite du mouvement, sur la libération des camarades parisiens emprisonnés et sur le soutien au lycéen de Toulouse exclu du lycée. Les actions conjointes lycéens étudiants sont proposées.

Toulouse. Réunion en assemblée des étudiants, manifestation, violents affrontements  
En début d'après midi les étudiants et les enseignants de la faculté des Sciences se réunissent pour faire le point sur le mouvement étudiant et les événements qui se déroulent à Paris. Dans l'après midi la FET se rassemble dans les jardins de la Faculté de Droit pour protester contre la réunion organisée dans le grand amphithéâtre par le « Mouvement du 25 avril » et l'« Université Critique ». Des cars de CRS se situent non loin de là à Saint Sernin. 1500 étudiants et quelques enseignants de gauche se retrouvent dans un espace trop restreint. Durant cette réunion à l'extérieur les étudiants de droit scandent des slogans hostiles. L'assemblée dans l'amphi décide la grève illimitée et organise une manifestation en direction du Rectorat. A la sortie de l'assemblée les étudiants de la FET envoient des pétards mais ils sont pourchassés rapidement. Le cortège de 3000 étudiants se dirige vers le Rectorat avec des slogans « pas de flics à la fac ! », « Recteur démission ! », « solidarité Sorbonne ! ». Au Rectorat [7] une délégation de 4 étudiants peut échanger avec le Recteur. Ce dernier garantit la liberté de discussion politique dans les facs. Le cortège se dirige ensuite vers la rue Gambetta pour se rendre au lycée Fermat. Un cordon de policiers attend rue Lakanal et devant le lycée. Quand le cortège avance la police intervient de manière très brutale[8]. Les policiers matraquent durement et blessent les étudiants, les passants sont indignés de cette violence. Du côté de policiers il y a aussi quelques blessés. Un dirigeant CFDT qui sortait de son local rue Lakanal est blessé à la tête, Alain Alcouffe[9] leader de l'UNEF est grièvement blessé et amené à l'hôpital[10]. La bagarre va continuer jusqu'aux alentours de 21h, les étudiants s'armant de projectiles divers (briques, pierres, bouts de ferrailles,...). Des vitrines sont cassées. A 21h les étudiants se replient place du Capitole. Les toulousains sont profondément choqués par l'attitude violente de la police, ils éprouvent dès lors de la sympathie pour le mouvement étudiant.

**8 mai Toulouse.** 18h15 – Trois mille personnes se réunissent au Palais des Sports (Halle au Grains) pour un meeting entre étudiants, enseignants et ouvriers, meeting organisé par l'UNEF, la CGT, la CFDT, la FEN, le SGEN et le SNESup. Ce meeting est marqué par un léger incident lorsque les leaders du Mouvement du 25 avril veulent intervenir dès le début en prenant le micro. La meeting sera ouvert par H. Shalde Vice président de l'AGET UNEF. Il dénonce les répressions policières. Les leaders du Mouvement du 25 avril invectivent Schalde reprochant à l'UNEF de ne pas avoir soutenu les militants du Mouvement du 25 avril. Un intervenant de la faculté des Sciences M. Fabre prend la parole en réclamant l'unité des étudiants afin de calmer les comportements en tendances dans le mouvement étudiant. A. Alcouffe essaie avec d'autres étudiants leaders du Mouvement du 25 avril de prendre la parole mais en sont empêchés par le service d'ordre. Il l'a prendra plus tard quand Manuel Martinez l'appellera au micro afin d'intervenir pour le Mouvement du 25 avril. Le Mouvement du 25 avril a du mal à se faire accepter des syndicats hormis la CGT qui acceptait le mouvement. Alain Alcouffe fait le point sur le mouvement, rappelant la manifestation du 7 mai et la création de l'« Université Critique ». Il est décidé de rédiger un livre blanc sur l'Université. En fin de réunion un cortège se dirige en manifestation vers le Capitole. Les jours suivants le mouvement continue, réunions éparses ou AG dans les établissements universitaires et les lycées. Toulouse. Les élèves des classes préparatoires de Fermat se mettent en grève, un dialogue s'établit avec les enseignants. En fin d'après midi plusieurs centaines de lycéens défilent du Capitole à Saint Sernin. Le CAL du lycée Fermat distribue des tracts.

Toulouse Le matin des piquets de grève sont mis en place au lycée Fermat. Plus de deux cent élèves se réunissent dans l'amphi Marsan de la faculté des lettres pour entendre les responsables

des étudiants. A 15h deux mille étudiants de la faculté des Sciences de Rangueil vont en cortège place du Capitole. D'autres étudiants se joignent à eux place du Capitole. A. Alcouffe président de l'UNEF prend la parole. Les leaders essaient de rejoindre une équipe de l'ORTF en train de tourner une émission square De Gaulle. Puis en fin d'après midi une réunion se tient à l'AGET-UNEF.

Toulouse Des tracts (60 000) signé des syndicats CGT, CFDT, FEN et Mouvement du 25 avril sont distribués. Ils appellent à la grève pour le 13 mai.

Toulouse Grève dans les principaux secteurs de l'industrie, de la fonction publique ; enseignement, transports publics, le secteur du bâtiment, etc. Le rassemblement des grévistes a lieu en début d'après midi place Jeanne d'Arc. A 15 heures le cortège de manifestants se dirige vers la place du Capitole aux cris de « De Gaulle démission Amnistie pour les étudiants, Université démocratique », etc. En tête du cortège les responsables syndicaux des centrales ouvrières et du mouvement étudiant. Place du Capitole le nombre de manifestants s'élève de dix à douze mille personnes, les responsables syndicaux et étudiants prennent la parole pour des discours. A la fin les manifestants chantent l'Internationale puis il y a dispersion de la manifestation. Les étudiants organisent une opération « portes ouvertes » à la faculté de Lettres où des discussions avec les visiteurs durent tard dans la nuit. A la faculté de Droit un mouvement se met en place, ce mouvement se veut apolitique et se mobilise sur « l'esprit des lois ». Les étudiants de la Corpo de Droit[11] veulent tenir une réunion, ils se voient interdits de séjour à l'intérieur de la faculté. Parallèlement un conflit éclate au sein de l'entreprise Duc et Méric chemin de Balufet. Des actions menées par les délégués du personnel pendant la grève ont été jugées inacceptables par la direction et des sanctions sont prises contre eux.

Toulouse. La Faculté de Lettres est occupée 24 heures sur 24, des réunions de discussion et réflexions sont organisées en permanence sous l'égide de l'« Université Critique ». Un sujet est aussi abordé : le problème des examens, tenue –boycott- annulation.

Toulouse Les étudiants du Mouvement du 25 avril organisent une collecte pour soutenir les grévistes de Duc et Méric. Les étudiants de l'Ecole des Beaux Arts se joignent au Mouvement du 25 avril et l'« Université Critique » ils occupent les locaux de leur école. Ils mettent à l'ordre du jour le report de leurs contrôles de fin d'année. A la faculté des Sciences de Rangueil les étudiants en assemblée générale (1600 étudiants) décident du report de leurs examens et engagent des discussions sur les réformes dans les Facultés. A la faculté de Médecine les élèves de première, deuxième et troisième année se mettent en grève illimitée des examens avec préavis d'un mois. Ils occupent les locaux de la faculté de médecine. Les championnats universitaires d'athlétisme sont boycottés par les élèves et enseignants d'éducation physique du CREPS et de l'IREPS. Ils organisent un débat avec les étudiants sur place.

Toulouse Les étudiants de Droit et Sciences Economiques décident d'un report des examens. Le Maire de Toulouse visite les étudiants de l'Ecole des Beaux Arts (dont il est responsable) et leur demande de protéger leur école. A la faculté de Droit des étudiants inspirés par le Mouvement du 25 avril tiennent une réunion. A l'appel de la CGT du bâtiment les travailleurs de ce secteur débrayent massivement. Ils se regroupent au carrefour de Purpan et forment un long cortège d'automobiles, motocyclettes. Le cortège de mille cinq cent personnes composé d'ouvriers et d'étudiants se dirige vers la ville en bloquant la circulation et en faisant grand bruit. Le secrétaire de l'Union syndicale du bâtiment M. Rocchia est reçu par M. Allais délégué à la chambre patronale pour présenter des revendications des ouvriers du bâtiment.

Toulouse Les cheminots décident la grève générale illimitée à partir de minuit. Au lycée Berthelot les élèves arrêtent les cours et réclament la réforme. Les élèves du Lycée Ozenne arrêtent à leur tour les cours. A la faculté de Lettres, le matin une commission extraordinaire se réunit sous la présidence du Doyen Godechot, deux cent trente enseignants et quarante étudiants dont ceux du

Mouvement du 25 avril, de l'AGET UNEF, de la FET et du Comité d'Action Universitaire. Ils décident de mettre en place des commissions mixtes (enseignants et étudiants) et la création d'un comité de gestion tripartite[12] qui siège pour la première fois en fin de soirée. Le soir au siège de la CFDT rue Lakanal se tient une réunion entre les étudiants et les travailleurs de Sud Aviation dont l'objectif est la suite à donner au mouvement.

Toulouse Dans un amphithéâtre de la faculté de Lettres on discute sur l' « Art et la Révolution ». Un groupe d'étudiants décide d'aller occuper les locaux du Centre Culturel de Toulouse rue Croix-Baragnon. Les étudiants sont reçus par le directeur du centre C. Schmidt. Le directeur conciliant accepte que le centre soit occupé en limitant aux parties publiques (salle de conférences et d'expos). Les étudiants expriment leurs revendications, notamment l'annulation du programme du centre, l'ouverture du centre à toute la population et non aux seuls adhérents. Ils proposent que les artistes qui exposent vendent leurs œuvres pour le soutien aux grévistes. Mr. Schmidt accepte d'accompagner les étudiants jusqu'à l'ORTF où il est prévu une émission relatant la situation. Le Lycée Déodat de Séverac se met aussi en grève à l'initiative du CAL. A la faculté de Droit la commission rassemblant l'ensemble des personnels se met en relation avec les différentes tendances du mouvement étudiant. Lors de l'assemblée de faculté deux points sont décidés : les examens sont maintenus aux dates prévues sous forme allégée et des commissions seront ensuite créés afin d'établir les réformes souhaitées. Le personnel PTT du tri postal se met aussi en grève dans la nuit du 18 mai. La circulation des trains est entièrement paralysée (marchandises et voyageurs). Des autocars se substituent provisoirement aux trains. La CGT réunit à la Bourse du travail ses militants (600 environ) afin de voir comment poursuivre le mouvement.

Toulouse : Les cadres et agents de maîtrise de la SNCF se joignent à la grève des ouvriers. Au Centre Culturel occupé devenu « Centre critique », les discussions se poursuivent avec les animateurs du centre sur le thème « culture bourgeoise et culture populaire ». Le Mouvement du 25 avril rejette toute responsabilité sur l'occupation de ce centre sans désavouer l'action. A la faculté de Pharmacie plusieurs représentants de facultés françaises se réunissent, on y parle de conseils et comités. Des journées portes ouvertes à la faculté des Lettres, plus de mille visiteurs de toutes les couches sociales se présenteront. La faculté des Sciences reçoit des parents d'étudiants souhaitant se renseigner sur ce qui s'y passe. Le soir pendant une réunion du Mouvement du 25 avril une délégation des grévistes CFDT du tri postal vient alerter de l'arrivée de policiers dans leurs locaux à la suite d'un appel du directeur du centre de tri. Les étudiants se rendent à la gare où se trouve le centre de tri et y restent tard dans la nuit pour s'assurer que rien ne s'y passera.

Toulouse. Les toulousains inquiets, prévoyant un blocage général des activités, comme tous les français commencent à stocker des produits alimentaires, de l'essence. Par exemple un pompiste en un jour distribue trois fois la quantité habituelle. Les 7500 travailleurs des trois usines de Sud-Aviation de Toulouse se mettent en grève illimitée. Les ouvriers des grandes sociétés se mettent en grève GA, Fiorio, Lafarge, Royer, Bisseuil, Grands travaux de Marseille,... et occupent les entreprises ou les chantiers. Tous les enseignants et personnels des établissements primaires et secondaires se mettent en grève. Les hôpitaux se mettent aussi en grève. A la faculté de Lettres le comité de gestion s'assure que les locaux soient surveillés afin qu'ils ne subissent pas de dégradations ou de vols durant cette période des personnes autres que des étudiants entrent et sortent de la faculté en permanence[13]. A Rangueil la grève est décidée jusqu'à la mise en œuvre des nouvelles structures de gestion organisationnelle de la faculté. A titre transitoire un comité tripartite parallèle est mis en place. A la faculté de Médecine les étudiants de CPEM (classes préparatoires aux études de médecine) et CPEBH (classes préparatoires aux études de biologie humaine) votent le principe du rattachement à la faculté de médecine. En pharmacie un rencontre officieuse entre enseignants et étudiants a eu lieu. Au lycée Bellevue élèves et enseignants créent un conseil de gestion.

Toulouse Plus de 100 000 grévistes en Haute-Garonne (enquête CST). Le centre culturel est occupé par le personnel en grève. Les Postes Télégraphe et Télécommunications (PTT), cette grève engendre de longues attentes pour le paiement des chèques postaux. De même, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, la Caisse d'Allocations Familiales, les banques se mettent en grève. Les services municipaux, les abattoirs, la poudrerie, la cartoucherie, le CEAT, la Manufacture de Tabacs, tous ces établissements sont en grève avec occupation de locaux. La STCRT (Société des transports en commun de la région de Toulouse ) est en grève de même l'APC (ex ONIA puis AZF) 3200 personnes sont aussi en grève la production en continu est très limitée. De même chez Parcor (produits pharmaceutiques), Solac (produits chimiques) les usines Saint Gobain il y a grève avec occupation de locaux. Enfin toutes les entreprises de la métallurgie Métodécor, Descamps, Huard Charrue France, ateliers Microturbo, les dépôts de Renault et les entreprises de l'aéronautique, Bréguet, Latécoère, Air France sont en grève. Les étudiants des beaux arts occupent l'Ordre des Architectes quai de la Daurade et demandent la dissolution de l'Ordre. Le lycée de Bellevue décide en assemblée générale la création d'un conseil provisoire d'autogestion. Les étudiants de l'école normale des instituteurs occupent aussi leurs locaux. Il se crée aussi des comités de gestion au Lycée Déodat de Séverac, à l'IUT et à l'ENSEIHT. Enfin certains CET se mettent en grève et au lycée Fermat un comité de grève réunit les enseignants et les élèves.

Toulouse. Les centrales syndicales obtiennent un accord dans le secteur de la banque ; à la Caisse d'épargne la direction octroi un 13ème mois et une augmentation de 6% des salaires. Les grèves s'étendent dans les banques Crédit Lyonnais 90% de grévistes, Société Générale 90%, Marseillaise 90% , Banque Courtois 5%, Worms 95% , Bordelaise de Crédit 95% et la BUP 100% de grévistes. Les employés du textile se sont mis en grèves vêtements Mas, Carcel, Ramonède, Groard, Unova, Barbe, Bol Poms, BBC et Lévy, enfin les 4500 employés des grands magasins se mettent en grève ; de Monoprix, Printafix, Nouvelles Galeries, Capitole, Maison de Paris, Mobb, les Galeries Barbes, les établissements de métallurgie Longoméтал, Pages, Davum, CEIM, Brossette, et Métal Toulouse sont aussi en grève. Les services des Douanes 70% des personnels en grève, de même la Trésorerie 50%. Les étudiants de Rangueil réunis en assemblée libre de l'Université Critique de Toulouse section sciences décident le principe d'une université d'été. L'assemblée générale décide de donner le pouvoir au comité transitoire de gestion tripartite. A la faculté de médecine les enseignants se déclarent en faveur de l'autonomie et de la gestion, mais les étudiants et les corps intermédiaires veulent une restructuration des l'ensemble hospitalo-universitaire. . Les étudiants occupent leur faculté.

Toulouse Suite à l'interdiction de séjour en France pour Daniel Cohn-Bendit le Mouvement du 25 avril et de l'Université Critique de Toulouse section sciences décident d'organiser une manifestation pour le 24 mai. Les étudiants reçoivent l'appui de toutes les centrales syndicales professionnelles. L'Ecole des Beaux Arts suit le mot d'ordre décidé nationalement à Reims de boycotter les examens y compris les Certificats d'aptitude aux formations artistiques supérieures. Le projet de réforme proposé par l'école des Beaux Arts de Toulouse a été retenu par les autres écoles françaises.

Toulouse Manifestation place du Salin[14] à 16 heures, celle-ci réunit au démarrage 3500 personnes la manifestation s'amplifie en se dirigeant vers la place du Capitole. A la mairie une délégation comprenant Raymonde Mathis (Sciences) pour le comité tripartite Sciences, Kayser et Sol pour les enseignants et Escaffre, Mercadier, Pignes pour les étudiants du comité tripartite Lettres, Grosse (FEN) Loubet, Dubois et Sakiroff (CFDT) se présentent aux délégués FO de la mairie qui font l'interface avec le maire. La délégation est présentée au maire Louis Bazerque. La délégation soumet la motion qui demande la reconnaissance de l'université autonome, la solidarité de la municipalité avec les travailleurs et enfin la mise en place d'un fond d'aide aux grévistes. La foule qui attend devant la mairie s'impatiente un manifestant accroche des drapeaux rouges et noirs aux fenêtres de la mairie, un autre grimpe sur la façade du bâtiment pour les accrocher au balcon de la

mairie soutenu par des ovations de la foule[15]. Le maire et la délégation se présente au balcon de la mairie. Le maire prononce un discours ou il annonce son soutien à la motion présentée par la délégation il réprovoque les brutalités policières du Quartier Latin. La foule entre dans la cour de la mairie et attend jusqu'au retour de la délégation et un discours de M. Kayser ouvrier CFDT de Sud Aviation. A 20h la manifestation se disloque. Le soir vers minuit des étudiants de droite enlèvent les drapeaux rouges et noirs qui flottaient sur la mairie. Les étudiants de lettres informés font rapidement une manifestation qui remet les drapeaux en ordre. Cette manifestation improvisée dure une heure dans la nuit elle passe par place Wilson, puis rue Bayard, puis la Gare et se termine avenue Jean Jaurès. Comme dans toute la France les établissements publics et privés sont en grève. Les agriculteurs se réunissent à Carbonne et s'élèvent contre la tutelle de la caisse nationale et réclament l'abrogation du décret du 15 juillet 1965 pour l'octroi des prêts spéciaux ils réclament la révision des taux d'intérêts pour les prêts permettant l'acquisition des terres.

Toulouse A 10h du matin les travailleurs en grève se réunissent devant la bourse du travail, P. Baghi secrétaire général de la CGT prononce une allocution et une manifestation part en cortège dans la ville aux cris de « De Gaulle démission! » « Gouvernement populaire ! » Pompidou on s'en fout ! ». Les leaders de la CGT (Duthil, Baghi, Sala) et du PC (Doumeng, Llante, Boule et Llabres) sont à l'avant du cortège, en fin de matinée le cortège revient à la bourse du travail. Dans les centrales on attend les consignes de Paris compte tenu des événements qui se déroulent dans la capitale, notamment des négociations à Matignon et rue de Grenelle. Localement on se préoccupe des actions à mettre en œuvre pour les jours à venir. La ville est calme, les commerces sont fermés. Il règne une ambiance délétère. Les élèves du lycée Fermat veulent occuper le lycée jour et nuit, le proviseur décide de fermer l'internat.

Toulouse Vers 2h du matin deux cocktails molotovs sont lancés contre les murs des locaux de l'AGET UNEF rue des Lois. Vers 4h un nouveau cocktail molotov est lancé à l'intérieur des locaux et provoquent un début d'incendie. Les étudiants essaient en vain de rattraper les agitateurs qui ont commis le méfait. Ces mêmes agitateurs lancent un nouveau cocktail molotov contre l'école des Beaux-Arts. Dans les établissements scolaires et universitaires les discussions vont bon train, on y discute de l'enseignement, de la société, des réformes possibles et de la situation politique. Ce jour là les français rapatriés d'Algérie (pieds noirs) manifestent en chantant la Marseillaise et en demandant la démission de De Gaulle et de Pompidou. Le président national, les membres du bureau Rousselet, Marty, Delpéch, Verdier et Estrade sont en tête de cette manifestation. Les manifestants arrivés devant la préfecture chantent « c'est nous les africains ». Ils trouvent les portes de la préfecture fermées, les manifestants tentent d'ouvrir en défonçant la porte à coups de poteaux béliers. Les manifestants arrivent à obtenir qu'une délégation soit reçue par le préfet Stirn. La délégation ressort avec un engagement écrit précisant qu'au cours de la prochaine session parlementaire sera examinée la proposition de loi 594 de Mr. André Rousselet pour la « protection juridique des rapatriés ». Ils se dirigent ensuite place du Capitole où leur drapeau tricolore orné de pieds-noirs est planté sur une fenêtre de la mairie.

Toulouse A la faculté de Droit les examens ont lieu toute la semaine. L'après midi se déroule une manifestation monstre de 50 000 personnes à l'appel de toutes les centrales syndicales et de la FGDS, le PC et le PSU. Les slogans « Unité d'Action ! » « De Gaulle Démission ! », accompagnent cette manifestation où l'on chante l'internationale. A 18h15 la manifestation se termine place du Capitole où Gorse (Fédération de l'Education Nationale) prononce un discours. Un système de cogestion est mis en place au Lycée Fermat, les élèves lèvent l'occupation des locaux. La grève des ouvriers boulangers se fait sentir il y a des queues devant les boulangeries très tôt le matin. Quelques incidents émaillent ses journées où l'inquiétude gagne la population. L'essence commence à manquer.

Toulouse Deux cent paysans occupent les locaux de la Caisse du Crédit Agricole de la rue Ozenne, le Conseil d'Administration de la banque se réunit et débouche sur un accord avec la FDSEA. Les

accords de Grenelle ne débouchent pas sur des propositions acceptables ; les grévistes toulousains comme ceux de Renault à Billancourt ou Flins trouvent les propositions insuffisantes. Le Mouvement du 25 avril organise un concert de soutien aux familles de grévistes, Pi de la Serra et Paco Ibanez interprètent un récital de solidarité au grand amphithéâtre de la faculté. Un bureau indépendant inter lycées est créé au Lycée Technique Déodat de Severac. Le Comité de gestion tripartite décide du report des examens à septembre et octobre. Le Doyen en désaccord démissionne il est remplacé par M. Beeteschen. Les étudiants organisent des débats avec des personnalités invitées sur le rôle de l'Art dans la société.

Toulouse Le Conseil Municipal tient une brève séance pour envisager et proposer une aide aux grévistes. Deux subventions sont décidées par le Conseil Municipal, une subvention de 100 000 F sera affectée au fond de solidarité FO et une subvention de 200 000 F sera affectée au fond de soutien CGT-CFDT. Dans les établissements secondaires se pose avant tout la question de la tenue de l'examen du baccalauréat. Les élèves orientent leur proposition sur un examen allégé qui se déroulerait après la grève.

Toulouse A l'initiative du Mouvement du 25 avril les étudiants organisent une collecte de biens alimentaires pour aider les grévistes. Les étudiants de l'« université critique » de Toulouse section Sciences réunis le soir adoptent une motion contre le message de De Gaulle. Des réunions inter-facs ont lieu ce jour là, l'objectif est le « décloisonnement de l'université ».

Toulouse C'est le jour de la manifestation gaulliste. A 17h30 des toulousains se réunissent place Esquirol cette manifestation est organisée par le Comité de Défense de la République (CDR). Rapidement une foule importante arborant des drapeaux tricolores. La manifestation se déplace vers le monument aux morts avec en tête des porteurs de drapeaux anciens combattants. Les mots d'ordres scandés sont « Nous voulons travailler ! », « Evolution oui, révolution non ! », « Mitterrand au rancart ! », « Le communisme ne passera pas ! », « la Marseillaise » est aussi reprise par la foule. Les manifestants lèvent leur main en effectuant un V avec leurs doigts V de la victoire ou de la croix de Lorraine symbole du gaullisme. La manifestation s'arrête au monument aux morts pour un dépôt de gerbe. Les manifestants se dispersent en suite. Pour ceux qui reviennent par la rue de Metz ils rencontrent au niveau de la rue Boulbonne une contre manifestation qui regroupe 1500 personnes qui chantent l'« internationale ». Les Compagnies Républicaines de Sécurité (CRS et les gardes mobiles) s'interposent et aucun affrontement n'a lieu. Le face à face dure une heure. Un groupe de manifestants pro-gaullistes accompagnés d'étudiants d'extrême droite se rendent à la faculté de lettres pour tenter d'arracher le drapeau rouge qui flotte sur la faculté. Ils crient « Université française ! » « Libérez Salan ! » et portent des drapeaux tricolores et un drapeau avec la croix celtique (signe du mouvement d'extrême droite Occident). Les étudiants qui occupent les locaux de la faculté de lettres empêchent l'avancée des étudiants de droite des coups sont échangés. Des étudiants de Rangueil viennent défendre les étudiants de gauche qui occupent les locaux. A la faculté de Rangueil un incident émaille l'assemblée générale tripartite ; l'assemblée fait voter une motion dans laquelle elle se donne les pleins pouvoirs. Un tiers des enseignants présents contestent cette décision et se retirent du mouvement. Dans la journée la police est intervenue aux centres des chèques postaux pour faire évacuer les grévistes, ceux-ci s'exécutent sans heurts. Le soir même à Toulouse Téléphone et Toulouse Télégraphe les policiers lancent la même opération. Dans les deux cas les fonctionnaires non grévistes relancent lentement l'activité. Les centrales syndicales maintiennent leurs mots d'ordre de grève. A la bourse du travail une réunion des cadres syndicaux permet de faire le pont avec l'état du mouvement et de faire une conférence de presse qui leur donne l'occasion de condamner les propos du chef de l'Etat.

1er juin Toulouse A la faculté de Droit une assemblée générale propose une motion favorable à la poursuite des réformes qui visent à la décentralisation du pouvoir financier et permettent l'autonomie des facultés. Le Conseil Général lors d'une brève séance, propose des subventions aux principales organisations syndicales. Sont votés 300 000 F pour la CGT et FO, 80 000 pour la CFDT et 30 000



pour la FEN. Quelques entreprises après des assemblées générales décident la reprise du travail en début de semaine suivante après avoir conclu des accords avec leurs directions, c'est le cas de Midica, les établissements « Blanc et Fils », l'Entreprise Industrielle ».

4 juin Toulouse A la faculté de lettres un différent oppose des enseignants qui refusent le drapeau rouge sur le toit de l'établissement, ils déposent une pétition au comité de gestion provisoire. Le Doyen tente de calmer le jeu en n'accordant pas trop d'importance au problème du drapeau. Les étudiants en pharmacie n'arrivent pas à trouver un accord avec leurs enseignants sur le mode organisationnel à venir. Les étudiants en assemblée générale décident d'occuper les locaux. Il y a du flottement dans les entreprises, à Sud-Aviation certains employés du siège central reprennent le travail contre l'accord des centrales syndicales, à EDF GDF on vote la reprise du travail met on se met en grève pour un jour afin de soutenir les travailleurs de l'ORTF qui eux sont en grève pour défendre l'objectivité de la radio et de la télévision.

5 juin Toulouse La commission inter-facultés propose d'organiser les 14 et 15 juin une réunion nationale inter universités à Ranguel. Les étudiants grévistes craignent une attaque venant du « front de libération de la faculté des lettres ». Le soir un spectacle de chant de la « Tuña » est organisé au grand amphithéâtre avec la crainte d'une intervention extérieure. Comme dans d'autres lieux en France la police intervient le soir à 20h à Sud-Aviation et les grévistes sont évacués. Plusieurs entreprises reprennent le travail, chaussures Altar, la SAP, les agents du Trésor, la STCRT, Bréguet, ... d'autres votent pour la continuation du mouvement et négocient avec leur direction le Crédit Agricole, Air France, l'ORTF ... Les travailleurs du bâtiment occupent les locaux de la chambre patronale.

**6 juin Toulouse** Les discussions piétinent dans de nombreuses sociétés à Sud-Aviation, Latécoère, Job, Saint Gobain ... d'autres trouvent des accords, comme à AZF.

7 juin Toulouse Les cours reprennent dans les écoles primaires les collèges, la grève se poursuit dans le second cycle du secondaire. La reprise est votée à Air France, dans les ateliers de Peugeot, Paré, Marion, ... A la faculté de lettres la coproduction des étudiants en lettres de la Fédération Nationale des Etudiants de France (FNEF) lance un appel aux autorités pour que les examens soient organisés. Les étudiants de l'école normale d'instituteurs proposent un cahier des réformes au Rectorat. Les étudiants de pharmacie ont levé l'occupation de la faculté.

**8 juin Toulouse** La faculté de lettres le comité de gestion propose un texte sur les droits fondamentaux de l'université critique de Toulouse (division lettres sciences). Trois points sont mis en avant, l'autonomie de gestion, l'autonomie pédagogique et l'autonomie culturelle. Tandis que les responsables de l'intersyndicale de l'ORTF durcissent leur position demandent la prolongation de la grève, les négociations à Sud Aviation et à Latécoère débouchent sur des propositions qui seront le lundi soumises au vote des personnels.

**9 juin Toulouse** Les personnels des centres émetteurs du pic de Naure, de Labastide de Beaumont et de Pechbonnieu protestent contre l'envoi d'ingénieurs briseurs de grèves envoyés par la direction de l'ORTF. Ces ingénieurs sont chargés de la remise en marche des émetteurs. L'inspection académique souhaite que les établissements scolaires se remettent en activité dès le lundi. Cependant les syndicats des personnels et les comités d'actions des élèves proposent l'organisation de piquets de grèves dans les lycées et certains CES. La faculté de lettres organise une journée portes ouvertes et annonce le début de l'université d'été le 17 juin. Dans la nuit du 17 au 18 juin un véhicule passe devant la faculté à vive allure et tire ce qui semble être des coups de feu. Les étudiants du service d'ordre présents au sein de la faculté se mettent en alerte et guettent un nouveau passage. Une heure plus tard le véhicule réapparaît et est arrêté par le service d'ordre qui alerte le Doyen Godechot. Dans ce véhicule il y avait trois étudiants de l'école vétérinaire et le chauffeur un voyageur de commerce. Un cocktail molotov arrivé d'on ne sait où enflamme la voiture, l'arme dont disposent les étudiants est un pistolet d'alarme qui s'avère inoffensif.

**10 juin Toulouse** Quelques entreprises encore en grève reprennent le travail notamment Guiraudy Aufève, Duc et Meric, Fiorio, ... à Sud Aviation la reprise est votée à 71% par les 6 359 votants. La rencontre inter-universitaire des 14 et 15 juin est définitivement établie, les universités, d'Aix Marseille, Bordeaux, Clermont Ferrand, Grenoble Lyon, Montpellier, Nîmes et Poitiers seront représentées. Un faible reprise des cours dans les lycées est observée à Raymond Naves, Lycée Nord, St Sernin, et Berthelot. La grève continue pleinement à Déodat de Séverac, Fermat, Ozenne, Bellevue et Muret. A fin d'après midi une manifestation de soutien aux travailleurs de l'ORTF est réunit 4000 personnes (étudiants, ouvriers, employés, cadres, journalistes administratifs et techniciens de l'ORTF) ; les slogans portent sur le service public de l'ORTF « libérez l'ORTF ! », « la police à l'ORTF c'est la police chez vous ! », « Travailleurs étudiants solidaires ! ». La manifestation passe deux fois devant le siège de l'ORTF. Elle se termine par la prise de parole d'un délégué de l'intersyndicale de l'ORTF.

**11 juin Toulouse** Reprise du travail à Sud-Aviation et au Crédit Agricole. A la faculté des lettres on reprend les revendications en termes d'effectifs de créations de postes d'enseignants de personnels administratifs et techniques, on dénonce aussi l'insuffisance de locaux. Le Doyen propose d'envisager une session allégée d'examens avant l'été. A la suite de durs affrontements qui se sont déroulés à Flins et à Sochaux qui ont provoqué la mort de deux personnes un mouvement de manifestation s'organise en soirée. Nuit de barricades à Toulouse. La manifestation commence à 18h par un meeting place du Capitole ; De nombreuses pancartes « bâtiment en lutte ! », « A bas les gaullistes qui ferment les MJC ! », « Soutenons les travailleurs ! », « Flins et Sochaux la lutte continue ! », l'objectif pour les organisateurs est de bien montrer ce qu'est le pouvoir gaulliste à quelques jours des élections. Un sitting est organisé sur la place et un représentant du Comité d'Action Révolutionnaire prend la parole dénonçant ce qui se passe en France notamment les événements de Flins et Sochaux et est relayé par un représentant de la Seine. Ensuite la manifestation se déplace en cortège dans les rues de Toulouse aux cris de « CRS SS ! », « De Gaulle assassin ! », « libérez nos camarades ! ». A 20h45 la dislocation est discutée les troupes sont divisées entre ceux qui veulent continuer et durcir le mouvement et ceux qui veulent éviter des heurts avec la police. Quelques manifestants se dirigent vers les locaux de l'ORTF afin d'occuper les lieux. Les représentants de l'intersyndicale dissuadent les manifestants en leur faisant comprendre que ceci provoquerait l'arrivée de l'armée. Les manifestants 400 environ se dirigent alors vers le siège des CDR rue du rempart Saint Etienne, ils jettent des projectiles contre la vitrine et la brisent, ils saccagent le locaux malgré l'intervention de quelques dirigeants qui essaient de les dissuader. Depuis une fenêtre à l'étage une personne crie « Vive De Gaulle ! » et jette un pot de fleurs sur les manifestants assis devant le bâtiment. Il est 21h, les manifestants construisent une barricade en mettant un compresseur comme base et des matériaux venant d'un chantier voisin. Les CRS interviennent vers 21h20 lançant des grenades lacrymogènes et chargent la foule. Les manifestants sont repoussés vers la Place Wilson qui devient un champ de bataille avec des jets de projectiles, poubelles brûlées, l'air devient irrespirable. Une compagnie de CRS et un escadron de gendarmerie ce joint à la police, les manifestants sont refoulés vers la rue Alsace. Rue Alsace les manifestants font un feu en entassant des cageots, puis une voiture prend feu, place Jeanne d'Arc, la police continue à avancer rue Alsace. Autour de 22h30 quelques manifestants allument un nouveau feu à l'angle de la rue de Rémusat et place du Capitole, les CRS chargent et ratissent le quartier. Des manifestants se répartissent dans divers endroits de la ville, rue Gambetta, rue Roquelaine, Square De Gaulle. A la faculté de lettres on est sur le pied de guerre on s'organise, couvertures et dispositifs pour recevoir d'éventuels blessés. Des barricades sont levées dans les rues avoisinantes. La police prend position et tient son QG place du Capitole où sont amenés tous les manifestants arrêtés. A 23h45 un groupe d'étudiants dresse une barricade rue du poids de l'huile près du théâtre du Capitole à l'aide des bancs, des poteaux, et des outils pris dans la cabane des jardiniers du square. Des pavés sont arrachés dans le sol. La police charge sous une pluie de jets de pierres et pavés et refoule les manifestants des vagues successives de chargent permettent des flux et reflux de manifestants jusqu'à la barricade. Pendant ce temps deux cent manifestants environ se battent avec la

police place Jeanne d'Arc. Vers 0h30 place Wilson une barricade est construite à l'aide de panneaux électoraux et divers objets. Quand la police charge sur cette barricade les manifestants y mettent le feu. Les combats sont violents une grenade lacrymogène atterrit dans un bar de la place. A 1h du matin la barricade de la rue du Poids de L'Huile est disloquée et les 500 manifestants regroupés se dirigent vers la place Esquirol en allumant le feu à divers barrages construits avec tout ce qui traîne dans les rues. Deux nouvelles barricades sont construites près du jardin des Augustins, rue de Metz et rue des Arts en utilisant des grilles des bancs du jardin et des voitures mise en travers de la chaussée. Les policiers envoient beaucoup de lacrymogènes, ils chargent et après des combats violents vers 3h du matin toutes les barricades sont défaits et les manifestants dispersés.

**12 juin Toulouse** De nombreux toulousains vont voir l'état des rues au centre ville, les pavés arrachés, les restes de barricades que les services municipaux se chargent d'évacuer. Un mot d'ordre d'arrêt de travail est diffusé dans les entreprises et les établissements publics, un rassemblement à lieu l'après midi pour protester contre la répression policière. La CFDT et la FEN auxquelles s'associe le Mouvement du 25 avril organisent à 18h30 une manifestation dans le calme autour de la stèle de Jaurès. Les centres émetteurs de l'ORTF sont assaillis par la police et l'armée. La diffusion des programmes est assurée par les militaires. Le préfet donne une conférence de presse l'après midi, il regrette les incidents de la nuit, passée et précise que les forces de l'ordre ont tout fait pour éviter l'affrontement. Il précise que 176 personnes ont été arrêtées dont 88 étudiants et 22 étrangers. En fin de nuit il avait libéré les français, et 22 étrangers dont 6 étudiants seront expulsés du territoire. Il précise qu'il y a eu 20 manifestants et 8 membres des services d'ordre blessés. Il rappelle que les étudiants étaient casqués et armés de barres de fer. Dans les lycées on assiste à la reprise progressive des cours, les enseignants sont présents mais seul 50% des élèves sont présents. Quelques piquets de grève s'organisent ci et là par les élèves mais en vain.

**13 juin Toulouse** L'assemblée des personnels vote la reprise du travail à Latécoère, idem à Job. Ce jour là pour manifester le soutien aux étrangers le Mouvement du 25 avril diffuse un tract « nous sommes tous des étrangers ».

**14 juin et samedi 15 juin** Toulouse Rassemblement inter-universitaire à Rangueil, 15 universités sont présentes et préparent les projets de structures universitaires à venir. La rencontre interuniversitaire reçoit la visite du ministre de l'éducation nationale Chalandon le 15 au matin. Une délibération décide de le laisser assister aux travaux à titre privé. Durant les deux jours quatre thèmes furent discutés ; les expériences de co-gestion, le décloisonnement des facultés, les structures des universités et l'autonomie.

**18 juin Toulouse** Une manifestation est organisée au Lycée Fermat contre l'exclusion de trois élèves. Les élèves bloquent les issues et séquestrent le proviseur et le censeur dans l'établissement.

**19 juin Toulouse** Les élèves membres du Conseil de gestion démissionnent puisque celui-ci ne veut pas prendre de décision concernant les exclusions et ne fait qu'émettre des vœux.

**21 juin Toulouse** A Rangueil les IPESIENS (étudiants des IPES) enseignants et étudiants décident une assemblée constitutive d'un lycée critique d'été qui devrait associer élèves enseignants parents. A l'échelon national il est décidé que les jeunes de 18 à 21 ans pourront voter aux législatives le 23 juin afin d'avoir une idée de leur opinion. Les élections seraient organisées au sein des Maisons des Jeunes et de la Culture. La session du baccalauréat est décidée en Haute Garonne pour la période du 1er au 9 juillet. A la faculté de lettres on parle de la création d'un département de sciences sociales à former en associant les sections d'architecture, de sociologie, de géographie, de psychologie d'histoire, de philosophie, de pédagogie, d'économie de droit et d'agronomie.

**23 juin Toulouse** Premier tour des élections législatives en France. Un décret préfectoral interdit

aux MJC d'organiser un vote parallèle des jeunes. Les MJC resteront fermées. La Ligue de Droits de l'Homme proteste contre l'expulsion des étrangers interpellés lors de la nuit des barricades. La population est invitée à l'université critique d'été qui se tient sur le campus de Rangueil.

**25 juin Toulouse** La grève est suspendue après vote dans les stations locales de l'ORTF.

**26 juin Toulouse**, A 18h30 une manifestation se tient devant la stèle de Jean Jaures, les manifestants se lient par une chaîne avec des cadenas en soutien aux étrangers qui vont être expulsés. Malgré l'intervention de deux cars de police les manifestants restent et s'assoient, les porteurs de pancartes proclamant « nous sommes tous des étrangers ! » sont amenés dans les cars de police. Les autres personnes cadenassées dont une d'entre elle est sur chaise roulante ne peuvent être déplacés. Un technicien arrive ensuite avec des pinces coupantes. Les manifestants sont « embarqués ». Vers 19h30 les manifestants sont relâchés et les voitures de police s'en vont. La CFDT, la CGT et la FEN diffusent un communiqué dénonçant que 11 jours après l'arrêt de 22 étrangers frappés d'expulsion, on ne sait toujours rien sur leur identité et leur devenir et les raisons de l'expulsion.

30 juin Deuxième tour des élections législatives raz de marée gaulliste.

8 juillet Toulouse La police entre dans les facultés des lettres et des sciences afin qu'elles soient libérées de toute occupation étudiante..

[1] Godechot

[2] Alvarez et Alcouffe interviews in « mai 68 sur Toulouse » de Roberta Dalducci

[3] Tract n°3 « Toulouse ne sera pas Nanterre » par la FET, le 24 avril, collection de tract de Tony Alvarez in « mai 68 sur Toulouse » de Roberta Dalducci

[4] Tract n°4 Université critiquée la lutte continue par le mouvement du 25 avril, collection de tract de Tony Alvarez in « mai 68 sur Toulouse » de Roberta Dalducci

[5] Voir témoignage de Joel Trottard

[6] Tract « l'enjeu de notre lutte » par le « mouvement du 25 avril » collection de tract de Tony Alvarez in « mai 68 sur Toulouse » de Roberta Dalducci

[7] voir Photo Alcouffe n°1

[8] Voir témoignage Alvarez et Trottard dans les annexes

[9] Voir témoignage A. Alcouffe

[10] « J'ai laissé toutes mes dents dans cette manifestation » Alcouffe interviews in « mai 68 sur Toulouse » de Roberta Dalducci

[11] La Corpo de Droit est une association des étudiants de droit qui se positionne dans des élections universitaires. Elle est considérée depuis toujours comme une organisation d'étudiants de droite.

[12] Dans le témoignage d'Irène Coradin il est fait référence à ce comité auquel Marie-France Ribe est nommée en tant qu'étudiante.

[13] Voir les témoignages d'Alain Alcouffe et Jean Brenner

[14] Voir photo démarrage de la manifestation place du Salin

[15] Voir photos place du Capitole